



HAL
open science

Géopolitique du patrimoine culturel immatériel sur l'île de Chypre, l'exemple linguistique

Marie Pouillès Garonzi

► **To cite this version:**

Marie Pouillès Garonzi. Géopolitique du patrimoine culturel immatériel sur l'île de Chypre, l'exemple linguistique. *Norois*, 2020, 256, pp.119-132. 10.4000/norois.10398 . halshs-04149662

HAL Id: halshs-04149662

<https://shs.hal.science/halshs-04149662>

Submitted on 3 Jul 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



GÉOPOLITIQUE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL SUR L'ÎLE DE CHYPRE, L'EXEMPLE LINGUISTIQUE

[Marie Pouillès Garonzi](#)

Presses universitaires de Rennes | « [Norois](#) »

2020/3 n° 256 | pages 119 à 132

ISSN 0029-182X

DOI 10.4000/norois.10398

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-norois-2020-3-page-119.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses universitaires de Rennes.

© Presses universitaires de Rennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Norois

Environnement, aménagement, société

256 | 2020

Patrimoine immatériel et enjeux territoriaux

Géopolitique du patrimoine culturel immatériel sur l'île de Chypre, l'exemple linguistique

Geopolitics of the intangible cultural heritage on the island of Cyprus. A linguistic example

Marie Pouillès Garonzi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/10398>

DOI : 10.4000/norois.10398

ISSN : 1760-8546

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2020

Pagination : 119-132

ISSN : 0029-182X

Distribution électronique Cairn



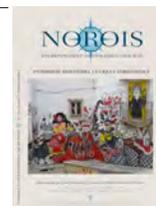
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Marie Pouillès Garonzi, « Géopolitique du patrimoine culturel immatériel sur l'île de Chypre, l'exemple linguistique », *Norois* [En ligne], 256 | 2020, mis en ligne le 01 janvier 2024, consulté le 26 avril 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/norois/10398> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/norois.10398>

© Tous droits réservés



Géopolitique du patrimoine culturel immatériel sur l'île de Chypre, l'exemple linguistique

Geopolitics of the intangible cultural heritage on the island of Cyprus. A linguistic example

Marie POUILLÈS GARONZI

Université Lumière Lyon II, ED 483, laboratoire UMR 5600 EVS, 1C, Avenue des Frères Lumière CS 78242 69372
Lyon Cedex 08, France (marie.pouillesgaronzi@univ-lyon2.fr)

Résumé : Cet article pose un regard géopolitique sur un élément du patrimoine culturel immatériel : la langue. Il est étudié ici sur le terrain chypriote et sous le prisme de l'hybridation. La langue est parfois un outil exclusif, qui tend à « effacer » l'autre, comme à Chypre Nord où les autorités ont voulu changer la toponymie des terres septentrionales afin de retirer le caractère hellénique de ces territoires. À ce jour, une partie de la société civile, favorable à la réunification de l'île, utilise les dialectes chypriotes comme un pont culturel entre les communautés majoritaires des deux entités de l'île. La langue est donc à la fois outil d'inclusion et d'exclusion politique, sociale et spatiale. Elle peut aussi être source de composition pour les populations minoritaires de l'île. La langue est ainsi une composante qui oblige à une grande adaptation, sous peine d'être exclu socialement et spatialement par les communautés majoritaires.

Abstract: This article undertakes a geopolitical look at an element of the intangible cultural heritage: language. It is studied here on the Cypriot field and under the prism of hybridization. Language is sometimes an exclusive tool, which tends to "erase" the other, as in Northern Cyprus where the authorities wanted to change the toponymy of the northern lands in order to remove the Hellenic character of these territories. To this day, part of the civil society, pro-reunification of the island, uses Cypriot dialects as a cultural bridge between the majority communities of the island. The language is therefore both a tool for political, social and spatial inclusion and exclusion. It can also be a difficulty for the island's minority populations. The language is thus a component that requires a great deal of adaptation for them, otherwise they might be socially and spatially excluded by the majority communities.

Mots clés : géopolitique – langue – conflits – nationalisme – patrimoine immatériel

Keywords: geopolitics – language – conflict – nationalism – intangible heritage



« On dit que l'on doit aimer sa patrie
C'est ce que dit mon père souvent
Ma patrie, elle a été coupée en deux
Laquelle des deux moitiés dois-je aimer?¹ »

Neşe Yaşın

Les vers de la poétesse Chypriote-turque, Neşe Yaşın, symbolisent la dualité qui servira de trame de lecture pour cette approche du « Patrimoine Culturel Immatériel » (PCI) sous le prisme géopolitique. Dans le poème « Quelle moitié », publié initialement en 1978 dans le journal turc *Sanat Emegi* comme le souligne Alexandre Lapierre (Lapierre, 2018, p. 147), l'auteure fait référence à la division de Chypre, nœud gordien du communément appelé « problème » chypriote par les instances internationales notamment². Le conflit chypriote est encore qualifié « d'insoluble » par certains chercheurs (Adamides, 2020 ; Heraclides, 2011) tandis que d'autres mettent en avant le terme « intractable » en anglais, trop réducteur, qui connote l'impossibilité de désenchevêtrement de la situation (Psaltis, 2016). La visée de cet article n'est pas de discuter de la résolution (ou non) du conflit chypriote, mais de proposer une analyse géopolitique contemporaine à partir d'exemples issus du patrimoine culturel immatériel sur l'île de Chypre, à savoir la langue. Pour ce faire, il convient de définir les notions clés, afin de comprendre sur quels ressorts se fonde la présente argumentation.

Nous annonçons plus haut associer la prose de Neşe Yaşın à une grille de lecture géopolitique. L'auteure énonce l'obligation patriotique, le devoir d'aimer son île qui en émane, répété par son père Özker Yaşın poète « nationaliste Chypriote-turc » (d'après Lapierre, 2018, *op. cit.*, p. 144). Ce devoir seriné par la figure d'autorité paternelle se heurte selon la poétesse à un obstacle et à un questionnement inhérent : l'île ayant été divisée, quel territoire chérir légitimement ? Selon Yves Lascoste, la géopolitique entend « des rivalités de pouvoirs sur du territoire, qu'il soit de grande ou de petite dimension » (Lacoste, 2008, p. 18). Ainsi, ces rivalités sur le territoire chypriote semblent se dessiner au bout

de la plume de Neşe Yaşın. Nous nous appuyons ici sur la définition de la notion de géopolitique donnée par Lacoste mais aussi sur celle de Stéphane Rosière pour qui la géopolitique est « l'étude des dynamiques territoriales, celle des acteurs et celle des enjeux qui les motivent » (2001, p. 37). C'est une « discipline de synthèse » selon l'auteur, car elle prend en considération « l'espace, le temps et les dimensions culturelle, sociale et politique » (p. 42). C'est sous ces cinq paramètres que nous proposons d'analyser les pratiques du PCI à Chypre, à travers l'étude du langage et son utilisation dans les différents territoires afin de voir quels enjeux de pouvoir en découlent. La définition d'Emmanuel Fabre complète également l'argumentation : « C'est un savoir (une science ?) de la conflictualité, celle-ci résultant de l'expression plus ou moins violente de représentations contradictoires d'un territoire. C'est un savoir pratique et opératoire qui a pour fondement une méthode d'analyse scientifique reposant sur la prise en compte des multiples échelles de temps et d'espace » (Fabre, 2004, p. 6). Après avoir explicité le positionnement géopolitique qui servira cet article, il semble à présent nécessaire d'aborder différentes définitions du patrimoine culturel immatériel, car ses caractéristiques multiples pourraient endiguer les tentatives d'analyses.

L'Unesco définit cet ensemble de pratiques par les « traditions ou les expressions vivantes héritées de nos ancêtres et transmises à nos descendants, comme les traditions orales, les arts du spectacle, les pratiques sociales, rituels et événements festifs, les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ou les connaissances et le savoir-faire nécessaires à l'artisanat traditionnel³ ». Cette définition a été choisie ici pour son caractère général qui sert de base à la réflexion. Elle propose des catégories qui constituent le PCI et ses pratiques. Cependant, il apparaît nécessaire de juxtaposer à cette définition normative, qui peut paraître limitante, un regard venant des sciences humaines pour apporter plus de nuances. Pour Pierre Livet : « le patrimoine immatériel a un statut paradoxal » (Livet, 2018, p. 62). L'auteur explique ainsi que « pour tout élément de ce patrimoine, ses différentes manifestations matérielles en différents temps et différents lieux sont considérées comme des réapparitions

1. Traduction proposée par Alexandre Lapierre (2018). Ni « Grecs » ni « Turcs », vers un rapprochement entre « Chypriotes » ? *In Chypre : les espoirs du rapprochement communautaire*. Paris : Presses de l'Inalco. DOI : 10.4000/books.pressesinalco.17120, p. 148.

2. Voir les dénominations onusiennes, par exemple : [https://news.un.org/fr/story/2019/11/1056891].

3. Qu'est-ce que le patrimoine culturel immatériel ?, *Unesco* : [https://ich.unesco.org/fr/qu-est-ce-que-le-patrimoine-culturel-immateriel-00003].

de la même entité immatérielle, qui conserve son identité au travers de ces différentes occurrences » et que « cet élément du patrimoine n'existe pas de manière pleine quand il reste réduit à une de ses traces matérielles ou à un de ses supports (une partition musicale, les restes d'un théâtre antique, etc.). Il faut que des activités sociales réaniment ces traces et redonnent vie à ces restes et supports » (*ibid.*). Aussi, au-delà des caractéristiques intangibles qui fondent le PCI, ses traces et pratiques se concrétisent par des manifestations sociales réitérées et des éléments matériels pérennes. Cette définition ajoute une dimension supplémentaire qui fonde le PCI dans le monde politique, social et tangible. Pierre Livet insiste sur la « récursivité » (p. 66) du PCI. Cette répétition théoriquement infinie des pratiques patrimoniales amène à une prise de recul, car si le PCI est revéçu sur le temps long, ses interprétations changent avec l'évolution de la société et du groupe détenteur du patrimoine. Cette dimension doit donc être prise en compte dans l'analyse. Le présent article ne prétend pas évaluer les processus de sauvegarde du PCI à Chypre (Polyniki, 2019), et les exemples qui sont discutés ici ne sont pas restreints aux éléments du PCI inscrits sur les listes de l'Unesco⁴, mais prend en compte des pratiques qui « font » patrimoine. Sont entendus ici des éléments sociaux récursifs, à savoir l'utilisation de la langue, qui se manifeste soit dans l'espace physique sur le territoire, soit par des pratiques sociales. Les exemples examinés ici concerneront des populations majoritaires sur l'île de Chypre, à savoir les Chypriotes grecs et Chypriotes turcs, mais mettront également en avant des pratiques linguistiques de populations allochtones qui représentent des groupes minoritaires présents sur l'île. Avant d'explicitier la méthodologie, la problématique et le plan du raisonnement, une chronologie synthétique de l'histoire de Chypre permettra de mieux appréhender les arguments.

Au cœur du bassin Levantin, Chypre est située aux confins de la Méditerranée orientale et a été définie comme un « carrefour de civilisations⁵ ».

Lieu d'échanges et de commerce depuis l'Antiquité, Sabine Fourier revient sur les débats historiographiques concernant l'hellénisation de l'île (Fourrier, 2008) qui se serait matérialisée à la fin de l'âge de bronze récent⁶. S'ensuit une vague successive d'occupations par différents acteurs. Le Moyen Âge chypriote est marqué par les croisades, particulièrement par les conquêtes de Richard Cœur de Lion, de Guy de Lusignan et des Vénitiens (Vassiliou, 2005, p. 414). Un tournant dans l'Histoire de Chypre se dessine au XVI^e siècle avec la colonisation de l'île par l'Empire Ottoman en 1571 (*ibid.*). Cette période d'administration ottomane durera trois siècles. L'intégration des Anatoliens se fait sans grands heurts comme l'explique Matthieu Petithomme (Petithomme, 2014, p. 9). En 1878, la Grande Bretagne obtient un droit d'administration de Chypre qui devient officiellement une colonie en 1925. Les Britanniques doivent faire face à une population grecque réclamant l'union à la Grèce : l'*Enosis*. Les années 1930 marquent le début des actes révolutionnaires (grandes émeutes de 1931 : *Oktovriana*)⁷. Le conflit colonial violent s'accélère dans les années 1950. Une lutte armée et une série d'attentats sont menées par les partisans et combattants de l'EOKA A (milice nationaliste chypriote-grecque pro-*Enosis*) dès 1955 ainsi que par les partisans de la TMT (milice nationaliste chypriote-turque) favorable au *Taksim* (le « partage » en turc) à partir de 1958 (Papadakis, 2008). Le conflit s'accroît par une hostilité grandissante entre Chypriotes grecs et turcs, mais la violence est également intra-communautaire (Bertrand, 2019). La Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne se rencontrent en février 1959 à Zürich pour la signature d'un traité tripartite assurant le droit d'intervention sur l'île en tant que puissances garantes. Le 16 août 1960, l'indépendance de Chypre est signée et devait mettre fin aux conflits de décolonisation. Mais les années 1960 sont marquées par les affrontements inter et intracommunautaires qui se poursuivent. Des troubles éclatent en 1963 et 1964, débouchant

4. Unesco, Elements on the Lists of Intangible Cultural Heritage : [https://ich.unesco.org/en/state/cyprus-CY?info=elements-on-the-lists] ; Cyprus National Commission for Unesco, Intangible Cultural Heritage of Cyprus : [http://www.unesco.org.cy/Programmes-Intangible_Cultural_Heritage_of_Cyprus,EN-PROGRAMMES-04-02-03,EN].

5. Jean Pouilloux, Claude F. A. Schaeffer, « CHYPRE ANTIQUE », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 29 novembre 2016. URL : [http://www.universalis.fr/encyclopedie/chypre-antique/].

6. L'article de Sabine Fourier démontre cependant l'absence de consensus chez les spécialistes où la jauge d'hellénisation de l'île oscille entre l'âge de fer et de bronze notamment. Pour des raisons de simplification de lecture de l'article, nous retenons la période d'âge de bronze récent afin de donner un repère chronologique, sans pour autant se positionner sur ces questions techniques.

7. La documentation française, dossier Chypre, chronologie, consulté le 29 novembre 2016 URL : [http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/chypre/chronologie.shtml].

sur l'instauration de l'UNFICYP, la mission onusienne de maintien de la paix à Chypre et le traçage de la « Ligne Verte » commençant à séparer les communautés. Malgré l'établissement des Casques Bleus, les partisans de l'*Enosis* et les membres de l'EOKA B proclament un coup d'État contre l'archevêque Makarios afin de rattacher Chypre à la Grèce le 15 juillet 1974. Devant cette menace, la Turquie, puissance garante, réplique immédiatement avec le lancement de l'opération Attila le 20 juillet, puis le 14 août, visant à débarquer sur les côtes septentrionales de l'île. Jouant de son droit d'intervention, elle occupe près d'un tiers de l'île, dans un souci (initial) d'assurer la sécurité et de protéger les droits de la minorité turque de Chypre (Lapierre, *op. cit.*, p. 337-338). La séparation de l'île se matérialise autour de la Ligne Verte, et son franchissement est rendu impossible⁸. C'est en 1983 que la République Turque de Chypre Nord (RTCN) est autoproclamée, elle est dirigée par Rauf Denktaş. Celle-ci reste illégale aux yeux de la communauté internationale et n'est reconnue officiellement que par la Turquie. Depuis ces événements, le *statu quo* persiste, les espoirs de réconciliation se sont amoindris et les tentatives de réunification n'ont pas abouti à un accord pérenne. En 2004, le plan Annan est rejeté par la majorité des Chypriotes grecs, il avait pour but la réunification des deux entités et l'établissement d'une nouvelle république confédérée⁹. Cette même année, Chypre fait son entrée dans l'Union Européenne. La Ligne Verte s'entrouvre dès 2003, neuf points de passage ont été aménagés à ce jour (août 2020, voir figure 1 – **planche IV**). Les deux entités de l'île, la République de Chypre (au Sud, à majorité chypriote-grecque) et la République Turque de Chypre Nord (à majorité chypriote-turque) évoluent distinctement, même après l'ouverture partielle de la Ligne Verte.

L'histoire chronologique de Chypre volontairement synthétisée permet de situer les ancrages des exemples qui vont être développés ci-dessous. Le présent article s'inscrit dans le cadre de travaux de doctorat. Les éléments de terrains rapportés ici, récoltés dans le cadre de la thèse portant sur l'enseignement de l'histoire conflictuelle chypriote sur

l'île et ses enjeux, sont analysés *a posteriori*¹⁰ et dans une optique nouvelle. La méthodologie est basée sur ces éléments d'observation offrant une approche empirique. Elle est complétée par l'apport d'enquêtes et de ressources scientifiques issues des sciences humaines et sociales. Pour enrichir l'analyse de cet article, des habitants de Chypre de différents âges/communautés/genres (rencontrés physiquement ou virtuellement) sont interrogés par échange « e-épistolaire¹¹ » afin d'apporter une substance supplémentaire aux arguments. Avant d'aborder le propos général, il semble nécessaire d'évoquer les biais éventuels et d'éclaircir les choix d'argumentation. Utiliser des termes aussi manichéens que « diviser » et « unir » pourrait sembler, en première lecture trop excessif, trop binaire. Cependant, le PCI et ses pratiques à Chypre (mais également ailleurs) parfois séparent et parfois unifient. Dans un contexte de « conflit gelé » (Jolicœur & Campana, 2009) où le patrimoine reste source de tension, il semble pertinent de partir de catégories « qui séparent et/ou unissent » en y incorporant de la nuance et en déconstruisant au fur et à mesure de l'analyse ce caractère qui peut paraître dual et rigide à première vue. Le parti est pris d'établir à la base de notre propos une catégorisation des situations. Un des écueils à éviter est celui du regard de « nationalisme méthodologique ». Speranta Dumitru distingue trois « versions » qui sont « logiquement distinctes » : la version « stato-centriste », « territorialiste » et « groupiste » (Dumitru, 2014, p. 9). Au contraire nous essayerons de représenter le caractère mouvant, le « dedans et le dehors » (Lévy, 2006, p. 13) des territoires et des groupes.

Nous cherchons à analyser la question de la pratique de la langue, élément de PCI, comme « affaire de territoire », pour reprendre les mots de Béatrice Giblin (2002, p. 3). Les « traditions orales » et notamment « la langue maternelle » sont vues comme vecteurs « de valeurs et de savoir » et sont utilisées « dans la pratique et la transmission du patrimoine culturel immatériel » d'après l'Unesco¹². Nous explorerons ce qu'elles témoignent en termes de conflictualités ou communion sur le territoire

8. À l'exception de quelques laissez-passer diplomatiques notamment.

9. Gauny J., 2006. *Geopolitique de l'Union européenne. L'échec du plan Annan pour Chypre: un passage de témoin entre l'ONU et l'UE*. Diploweb, forum Chypre [https://www.diploweb.com/forum/chypre07023.htm].

10. Terrains entrepris entre 2017 en Master et 2018 en première année de thèse.

11. Ces échanges ont pris forme durant l'été 2020, par e-mail ou sur les réseaux sociaux, notamment à cause des restrictions de déplacements en situation de pandémie.

12. Unesco, Patrimoine vivant et langues maternelles : [https://ich.unesco.org/fr/pci-et-langues-maternelles-00555].

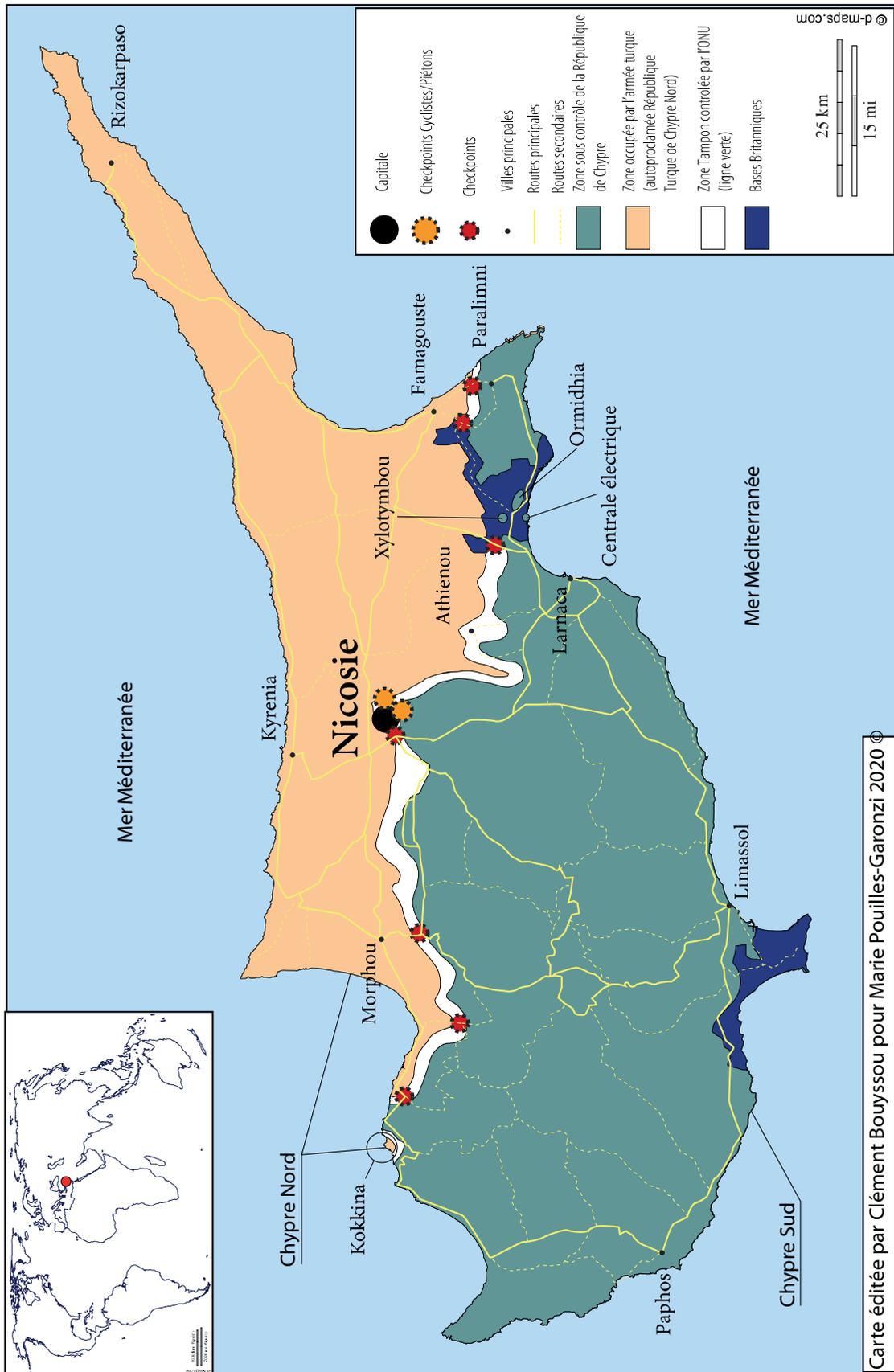


Figure 1 : Carte de Chypre et localisation des checkpoints (Clément Bouyssou & Marie Pouillès Garonzi, 2020)
Map of Cyprus and location of checkpoints



Figure 2 : Photographie de la « municipalité en exil » de Kyrénia, à Nicosie Sud près du Ledra Palace (crédits : Marie Pouillès-Garonzi, 2018)
Photograph of the "municipality in exile" of Kyrenia, South Nicosia near Ledra Palace

insulaire. Pour répondre à cela, la toponymie et la linguistique reliées aux territoires septentrionaux de l'île seront analysées dans un premier temps, puis nous aborderons l'utilisation de la langue par la société civile pro-rapprochement de l'île. Enfin une réflexion sur la nécessaire adaptation linguistique et sociale des communautés minoritaires présentes sur l'île permettra de conclure l'article.

ODONYMIE ET LINGUISTIQUE : DIACHRONIE ET DIATOPIE PATRIMONIALE

L'ouverture de la réflexion se base sur la toponymie et la linguistique en tant que sujets patrimoniaux soumis à la controverse. L'étude des noms de voies de communication à Chypre (rues, places, villes/villages etc.) et leurs changements récents permettent de mesurer l'impact mémoriel et identitaire de ces derniers. Selon Guy Di Méo : « tout espace peut accéder, dans certaines conditions souvent voisines, au rang de patrimoine et/ou de territoire » (Di Méo, 2007, p. 15). Nous proposons ici d'analyser les espaces publics ouverts, éléments intangibles, comme des territoires patrimoniaux. Seront étudiés les changements contemporains d'odonymes dans les terres septentrionales de l'île¹³ comme « système symbolique générateur d'identité collective » (*ibid.*, p. 1).

Le septième article de la convention ICOMOS¹⁴ de 2005 condamne « le changement de nom du site de Gallinoporni et, [décide] d'écrire aux autorités turques et turques chypriotes pour demander que des mesures soient prises pour prévenir de telles destructions et changements de nom¹⁵ ». La « turquisation » des noms de villes et bâtiments de Chypre Nord s'inscrit dans une volonté de changement identitaire ancré territorialement. Ce processus manifeste l'autoritarisme de la puissance turque installée au Nord : Matthieu Petithomme convoque un exemple d'une autre société divisée faisant face au même procédé : « dans Sacred Landscape

(2002), Meron Benvenisti étudie les méthodes cartographiques utilisées par l'État d'Israël afin de modifier les anciens noms arabes des zones palestiniennes occupées et montre comment cette redéfinition des toponymes participe de l'exercice de sa domination » (Petithomme, 2020, p. 127). À Chypre Nord, les changements d'odonymes auparavant grecs¹⁶ « turquisés » remodelent le territoire et l'héritage linguistique ayant perduré dans le temps. La « récursivité » au sens où l'entend Livet des pratiques patrimoniales est modifiée par les autorités septentrionales au pouvoir entre les années 1940 et 1980 voulant inscrire un nouveau modèle de domination linguistique et identitaire. Cette diachronie linguistique semble déposséder une partie des habitants de Chypre, attachés à l'héritage patrimonial des « anciens » noms.

Étienne Copeaux (2008, p. 259-261) a démontré cette « volonté toponymique du nationalisme » turc qui s'exerce dans les terres septentrionales. Cette logique de « nationalisme linguistique » apparaît seulement dans les années 1950 selon l'auteur, avec un processus de bouleversement toponymique débuté en 1943. Elle semble détériorer un pan du patrimoine immatériel en remodelant des acquis ancestraux (puisque les toponymes n'ont pas été changés avant les troubles intercommunautaires entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs et la division de l'île). Plus qu'une détérioration, on pourrait penser qu'en changeant les noms de lieux en une nouvelle dénomination turque, les anciens habitants (en majorité des Chypriotes grecs) de ces territoires sont dépossédés de leur héritage territorial et patrimonial pour les attribuer aux nouveaux rapatriés (les Chypriotes turcs déplacés au Nord de l'île après l'échange de population en 1975)¹⁷. Anita Bakshi évoque l'effacement de traces helléniques (des toponymes notamment) comme une obligation émanant des dirigeants du Nord sur la population : « deux sortes d'oubli ont été nécessaires pour créer ce nouvel État {la RTCN} : les Chypriotes turcs ont

13. On peut retrouver la liste des changements de toponymes sur le site du projet PRIO [<http://www.prio-cyprus-displacement.net/default.asp?id=245>].

14. ICOMOS : conseil international des monuments et des sites, « L'ICOMOS se consacre à la conservation et à la protection des monuments, des ensembles et des sites du patrimoine culturel » [<https://www.icomos.org/fr/a-propos-de-licomos/mission-et-vision/licomos-en-bref>].

15. 15^e Assemblée générale de l'ICOMOS, Article 7, Le site néolithique de Apostolos Andreas, Chypre [<https://www.icomos.org/xian2005/resolutions15ga-fr.htm>].

16. Exemples : village de « Vasili », « roi » en grec, renommé en 1975 « Gelincik », « coquelicot » en turc ou d'autres origines linguistique liées aux différentes phases de conquêtes de l'île (ex : village de « Belapais », « beau pays », de l'époque lusignane changé en 1979 en Beylerbeyi, « émirs des émirs » en turc, ou « Komikebir », kebir signifie grand en arabe, changé en Büyük Konuk, « invité de marque » en turc, en 1958), Vasili : [<http://www.prio-cyprus-displacement.net/default.asp?id=629>], Belapais : [<http://www.prio-cyprus-displacement.net/default.asp?id=428>], Komi Kebir [<http://www.prio-cyprus-displacement.net/default.asp?id=583>].

17. Pour en savoir plus sur les accords de Vienne et les enjeux migratoires, voir Nicolas Kazarian, « La Question chypriote aux prises avec les enjeux

dû oublier leur vie et leur maison avant 1974 ainsi que la présence des Chypriotes grecs dans le Nord – les noms des villes et des rues ont été changés pour les effacer du territoire » (Bakshi, 2012, p. 487). Tel un palimpseste, les traces de l'ancien patrimoine sont effacées afin de créer un nouveau paradigme. En inversant la perspective, le changement de noms de villes pourrait permettre aux Chypriotes turcs de pérenniser un sentiment d'appartenance territoriale après les conflits des décennies 1950-1970. Après avoir vécu la vie en enclaves pendant les années 1960, le transfert de population en 1975, les Chypriotes turcs pouvaient à présent vivre dans un nouvel espace turquisé, légitimant et sécurisant leur présence en ces lieux dès 1975, après un épisode de bouleversements spatiaux, mais surtout pour « soigner les blessures du passé » (Bryant, 2012, p. 357).

Ces changements toponymiques restent conflictuels encore de nos jours. Certains habitants du Sud de l'île se réfèrent toujours ardemment aux villes du Nord en employant leur ancienne dénomination, surtout les Chypriotes grecs « réfugiés » au Sud. Cette nostalgie, au sens étymologique, c'est-à-dire « l'état de tristesse causé par l'éloignement du pays natal¹⁸ » est ressentie dans les échanges avec les personnes interrogées. C'est le cas notamment de Daphné¹⁹, Chypriote-grecque d'une trentaine d'années vivant dans un des villages de la zone tampon au Sud : « Je n'aime certainement pas le fait qu'ils aient changé les noms de nos villes ou villages. Je pense qu'ils n'ont pas le droit de le faire car ces lieux ne leur appartiennent pas légalement et ils devraient avoir leur nom d'origine en chypriote-grec. Cependant, cela ne me dérangerait pas de visiter ces lieux – même si je les désignerais par leur nom d'origine. Mais changer le nom des villes et utiliser leur langue, c'est comme imposer leur pouvoir politique sur quelque chose qui ne leur appartient pas. »

Ce regret mélancolique est relié à une vision nationaliste dans le sens où les lieux évoqués sont fantasmés. Ils sont fantasmés par les discours politiques d'un temps révolu qu'il ne faut pas oublier²⁰, afin de revenir à la coexistence pacifique d'antan,

migratoires de la Turquie », Anatoli [Online], 3 | 2012, Online since 01 August 2016.

18. Définition du terme « nostalgie » par le CNRTL : [https://www.cnrtl.fr/definition/NOSTALGIE].

19. Les prénoms initiaux ont été changés et choisis par les personnes interrogées.

20. Voir rhétorique de Chypre Sud du « je n'oublie pas » (Den xehno) expliquée par exemple par Papadakis (*op. cit.*, 2008).

ou au moins pour récupérer les territoires perdus du Nord (les dénommés *katexomena*, « territoires occupés » en grec, désignant le Nord de Chypre). Mais ils sont aussi fantasmés au sens de *phantasma*, fantôme en grec, où le spectre du passé reste présent dans les usages linguistiques liés aux territoires révolus. La notion spatiale du fantôme a été étudiée par des géographes qui considèrent « le fantôme comme un outil de compréhension de temporalités dissonantes, qui ne sont pas forcément linéaires, et de leurs manifestations en un même lieu. Ensemble, elles font des fantômes une notion géographique : leur présence est liée à un lieu, qu'on habite ou qu'on délaisse. » (Barthe-Deloizy *et al.*, 2018, p. 2). Cette définition de la géographie des fantômes semble se matérialiser sur le terrain chypriote. Un même espace habité et délaissé (de force) est relié à des temporalités et dénominations dissonantes. L'attachement à ce « passé qui ne passe pas²¹ » dans l'usage linguistique trouve une continuité matérielle notamment avec les bâtiments des « municipalités en exil » (Markides, 2009, p. 196) au Sud qui exposent les anciens noms de leurs villes « administrées ». C'est le cas par exemple de la municipalité en exil de Kyrénia (figure 2 – **planche V**), qui se situe près du checkpoint du Ledra Palace et de la Ligne Verte, à Nicosie Sud. Nous avons choisi cet exemple précis pour sa localisation, près de la Zone Tampon Onusienne et de la « frontière » vers le Nord de l'île, afin de mettre en exergue le flottement « dedans/dehors » géographique. Ici, cette villa faisant office de municipalité en exil semble matérialiser le caractère exogène des vestiges patrimoniaux : les anciens habitants de Kyrénia (désormais nommée Girne en turc) restent « en dehors » de « leur » ville et font perdurer la mémoire de cet espace par des caractères matériels et sémiotiques (appellation grecque de la ville, utilisation des visuels du château et de l'épave de Kyrénia sur le blason). Lorsqu'on s'intéresse à la géographie des émotions, on peut se demander quelles traces sont gardées des espaces géographiques que l'on traverse. Pour Benoit Feidel et son équipe de chercheurs « nous nous fabriquons une représentation et une mémoire de ces espaces » (Feidel *et al.*, 2016, p. 2). Dans le cas étudié, on pourrait supposer que la représentation et la mémoire de l'espace de la ville de Kyrénia passe

21. Référence au titre « Vichy, un passé qui ne passe pas », livre d'Henry Rousso et Éric Conan publié en 1994.

par cet ensemble de signes et symboles et l'emploi de l'ancienne toponymie.

Cette première partie analyse la place de la langue à travers le symbolisme du changement de toponymie. Cet élément du PCI semble distinguer les groupes endogènes et exogènes dans ces espaces disputés. Ces limites semblent toutefois floutées désormais par la possibilité de traversée de la Ligne Verte. Nous pouvons à présent nous interroger sur une composante linguistique qui est utilisée par une partie des Chypriotes pour générer un espace de rassemblement, du moins de compréhension mutuelle.

LES DIALECTES CHYPRIOTES COMME LINGUA FRANCA ET HÉRITAGE CULTUREL IMMATÉRIEL

Depuis 1960, les langues officielles de l'île inscrites dans la Constitution de la République de Chypre sont le grec moderne standard et le turc standard, tandis que seul le turc standard est reconnu dans la RTCN (Tsiplakou & Kappler, 2011 ; Lapierre, 2018). L'anglais est largement parlé et utilisé dans les deux entités du pays, et plusieurs autres langues usitées par les minorités vivant sur l'île sont recensées, comme l'arabe maronite chypriote (CMA, *Sanna*), l'arménien occidental ou le *Gurbetcha/Kurbetcha* qui est une variante du Romani par exemple (Tsiplakou & Kappler, *op. cit.*). Deux dialectes majoritaires sont largement utilisés par les communautés Chypriote grecque et Chypriote turque, ceux-ci comportent de nombreuses divergences vis-à-vis des langues officielles standardisées (*ibid.*). Tsiplakou et Kappler attestent des « relations diglossiques » qu'entretiennent autant le chypriote grec contemporain avec le grec moderne standard, que le chypriote turc contemporain avec le turc standard (2011, p. 8). Le lien entre langue et identité est également mis en exergue par Alexandre Lapierre (2018, p. 318). À l'instar de ces auteurs nous proposons ainsi d'étudier les dialectes chypriotes, comme éléments du PCI de l'île, mais surtout comme générateurs d'espace et d'identité hybrides, qui deviennent un outil politique utilisé par une certaine partie de la société civile chypriote, fervente d'une réconciliation et réunification de l'île, par le rapprochement autour d'éléments patrimoniaux communs. Le 2 mai 2020, quatre jeunes chypriotes (grecs et turcs âgés de 20 à 22 ans) ont

décidé de créer un compte Instagram dénommé « Cyprus words ». Ils expliquent à l'occasion de l'enquête (été 2020) avoir « décidé de lancer le projet "Cyprus words" parce que nous voulions montrer aux habitants de Chypre et pas seulement, qu'au-delà de la politique, il y a un côté amusant entre les deux communautés de Chypre dans lequel nous devrions investir davantage ! Nous voulions aussi mettre en avant l'usage commun des mots dans la vie de tous les jours pour montrer que nous ne sommes pas si différents les uns des autres ! Nous ne sommes pas du tout politiques et nous essayons de garder notre page aussi neutre que possible ! ».

Les jeunes chypriotes publient des « posts » autour d'un visuel identique : la carte de Chypre sans délimitation en arrière-plan, sans Ligne Verte, sur un fond de couleur, accompagné d'un mot commun aux deux dialectes, avec leur signification et prononciation (figure 3). D'après la légende bilingue (en grec et turc) de leur première publication, les auteurs ont lancé cette initiative afin de « maintenir la richesse du vocabulaire de Chypre [...] phare de notre patrimoine²² ! ». Cette « richesse patrimoniale » linguistique intéresse à ce jour²³ plus de 1 600 personnes abonnées à ce compte. Ici, la relation entre langue, territoire et pouvoir semble se rejoindre en un point médian : les mots pris en exemples sont presque identiques sur le plan syntaxique et phonétique. Ils sont utilisés dans les deux entités de l'île, sans démarcation Nord/Sud, et mettent en perspective un pouvoir partagé par l'usage commun des dialectes : les Chypriotes se comprennent et sont à « armes égales » en utilisant ces mots, il n'y a pas de primauté du grec sur le turc ou inversement. Les dialectes qui se recoupent, forme hybride d'une langue qui pourrait être qualifiée de « chypriote », délimitent un espace fluide de compréhension mutuelle. Cette *lingua franca* sert d'outil communicatif et politique pour les partisans d'une Chypre unifiée, ici autour de la langue. Même si les créateurs de « Cyprus Words » précisent ne pas être affiliés à un courant politique et souhaitent rester neutres sur leur compte Instagram, en revendiquant le dialecte comme « phare du patrimoine », ils semblent toutefois chercher à construire un pont entre les communautés, un espace immatériel de

22. Voir la première publication du compte « Cyprus Words » datant du 2 mai 2020 [<https://www.instagram.com/cypruswords/>].

23. Au 11/08/2020.

passerelle entre les territoires. Ils mettent l'accent sur l'aspect ludique et pédagogique de leur projet, tout en voulant se défaire de toute charge politique associée à leur initiative. Afet Guney évoque cependant le marqueur politique et identitaire qu'est la langue à Chypre à travers sa thèse de doctorat : « D'après les résultats et mon expérience parmi les Chypriotes grecs et turcs lors de la collecte de données, et comme l'indique la littérature, la langue est une frontière/marqueur linguistique important entre et parmi les communautés pour différencier les divers groupes ethnolinguistiques et culturels. Lorsque l'on étudie les liens entre la langue et l'identité d'un groupe, on constate que la langue a une double fonction : une source de conflit et un véhicule de communication intergroupe pour renforcer la compréhension mutuelle et la mise en réseau pour le rapprochement dans le cadre du rétablissement de la paix » (Guney, 2019, p. 348). En cherchant à mettre en exergue les caractéristiques communes des dialectes chypriotes de l'île, on pourrait penser que les différents projets lancés par les acteurs de la société civile pro-rapprochement communautaire tentent de proclamer la langue comme un outil politique de « communication intergroupe » dans le but de faciliter un rapprochement tangible sur l'espace physique de l'île.

Ces initiatives restent nuancées comme l'indiquent d'autres témoignages. Daphné revient sur l'usage des dialectes comme outil de rapprochement, et explique qu'il reste sans effet à ses yeux : « D'un côté, et du point de vue de la linguistique, je trouve intéressant qu'ils utilisent les deux dialectes pour montrer la richesse de la langue. D'autre part, d'un point de vue politique, je ne considérerais pas le dialecte chypriote turc comme faisant partie de ma langue, mais comme une autre variété de langue. Je ne serais donc pas affectée par le fait qu'ils l'utilisent comme un outil pour unir les deux parties... Je veux dire que cela ne m'affecte pas personnellement vers une vision positive de la situation chypriote. » Dans son discours, il semble que Daphné se revendique comme exogène au groupe qui proclame le dialecte comme outil politique unifiant (« qu'ils utilisent »), comme si elle se situait « en dehors » de cette société, de cette mouvance. Elle semble vouloir tracer une barrière entre « eux » et « son groupe » (ou elle-même). Elle affirme son désaccord politique : le dialecte chypriote turc (même s'il

est parfois identique au chypriote grec) ne peut être considéré comme faisant partie de « sa » langue et culture. Elle le catégorise comme une autre entité exogène à part entière. L'utilisation linguistique comme argument politique promouvant l'unification produit chez elle un sentiment de désintéressement, voire une volonté d'affirmer et de statuer la différence entre « eux » et « nous », toujours dans cette optique du « dedans » et du « dehors ».

Nous avons pu voir comment la langue peut servir à la fois d'élément d'inclusion ou d'exclusion et comment elle peut être appropriée politiquement selon les affinités des groupes sociaux. Mais ces exemples mettent en exergue les communautés majoritaires de l'île seulement. Il convient à présent d'analyser la relation entre langue, pouvoir et

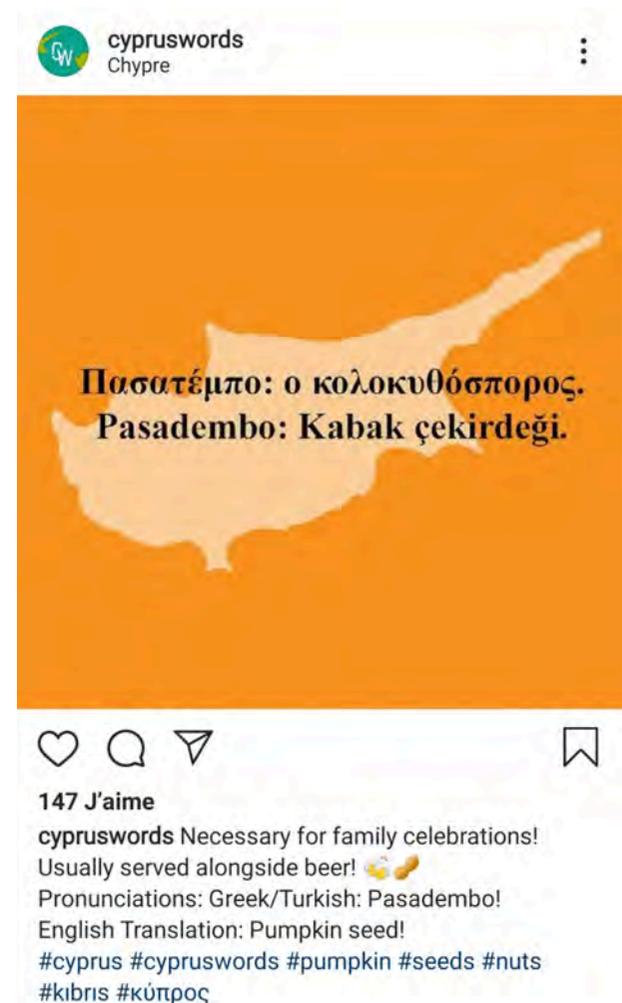


Figure 3 : Capture d'écran du post « Pasadembo » de la page Instagram de Cyprus Words 2020 (autorisation des propriétaires)
Screenshot of the "Pasadembo" post from the Cyprus Words Instagram page (2020)

territoires à travers le prisme des minorités résidant à Chypre. Ici, l'argument sera fondé autour du vécu de minorités allogènes vivant à Chypre (ex : membre de la communauté pakistanaise, immigrée à Chypre Sud et membre de la communauté nigériane vivant à Chypre Nord, afin d'y poursuivre leurs cursus scolaires). Cette dernière partie permet une ouverture sur l'adaptation nécessaire des minorités immergées dans la « culture chypriote », qui doivent composer avec une réalité culturelle et linguistique, laquelle semble laisser peu de place aux minorités allochtones.

ALLOCHTONES DE CHYPRE : COMPOSER AVEC LE PCI « INSULAIRE »

S'intéresser aux réalités vécues par les minorités allogènes de Chypre permet de sortir de la dichotomie Chypriotes grecs / Chypriotes turcs. Mener une enquête basée sur une liste exhaustive des communautés habitant Chypre reste difficilement réalisable et n'entre pas dans le but du propos de cet article. Nous proposons néanmoins d'interroger le vécu de deux personnes issues de minorités pakistanaise et nigériane, qui sont « en dedans » de la société chypriote dans son ensemble (par leur implication quotidienne sur l'île, leur interaction avec la population) mais également « en dehors » des communautés majoritaires de l'île. En ce sens, nous cherchons à connaître leur façon de composer avec la question de la langue (à savoir le grec/ le dialecte chypriote grec ou le turc/ le dialecte chypriote turc selon l'entité dans laquelle elles vivent) et comment cela peut impacter leur vécu socialement et spatialement. Nous privilégions ici l'étude qualitative²⁴ de ces deux personnes interrogées, afin d'approcher au plus près les conditions de vie de ces deux jeunes gens et leur expérience sur le terrain chypriote. Deux études de cas socialement différenciées sont présentées ici, afin de montrer comment la maîtrise de l'anglais reste un impératif pour ces étudiants qui doivent malgré tout composer avec des réalités sociales entravées par la méconnaissance des langues vernaculaires.

L'article d'Emel Akçali sur les minorités à Chypre synthétise les vécus différents et les rapports au

24. L'étude sera cependant répliquée à plus grande échelle pour constituer une base de données quantitatives à analyser dans le travail de thèse.

« problème chypriote » de ces communautés dans les années 2000 (Akçali, 2007). L'auteure met en avant la situation des groupes autochtones comme les Maronites, les Arméniens, les Ghurbetis. Elle précise également qu'un grand nombre de ressortissants palestiniens, libanais, russes, serbes, ukrainiens et d'autres pays d'Europe de l'Est se sont installés à Chypre entre les années 1980 et 1990, et que nombre de travailleurs « pauvres » venant d'Asie (Philippins, Indiens, Sri lankais, Pakistanais...) sont recensés dans le pays (Akçali, 2007). Les travailleurs précaires font face à d'importantes discriminations malgré les directives européennes de 2006 pour renforcer leurs statuts et droits. Nous pouvons illustrer par la vision de Dino, pakistanais ayant vécu à Chypre entre le début des années 2010 et 2018, résidant à Nicosie Sud le temps de son doctorat. Il livre son expérience de composition avec la langue à Chypre et comment celle-ci affecta son quotidien de façon politique, sociale et territoriale.

Dino nous fait part de son expérience et son rapport à la langue lors de son séjour de plusieurs années à Nicosie Sud²⁵. Il rappelle avant tout que la langue utilisée pour l'instruction est l'anglais. L'étudiant souhaitait cependant se familiariser avec la langue grecque (moderne standard), même si celle-ci fut peu usitée par ce dernier par manque d'opportunités : « Je voulais apprendre la langue pour interagir davantage avec les gens. [...] Mais étant entouré d'étudiants internationaux pour la plupart, je n'ai jamais eu l'occasion de pratiquer, ce qui a entraîné une diminution d'intérêt. J'ai appris les bases et j'ai essayé de les utiliser de temps en temps, mais c'est tout, je ne les ai jamais dépassées. » La difficulté ne résidait pas selon lui dans l'apprentissage de la langue. Dino fait part de sa facilité pour voyager et séjourner sur l'île : « En général, je n'avais pas de problème pour me déplacer à Chypre, mais c'était probablement parce que j'habitais en centre-ville. » Il ajoute également la facilité de communication en langue anglaise : « La plupart des personnes employées dans le secteur du tourisme à Chypre connaissait l'anglais, ce qui facilitait la visite des lieux. » Cette opportunité de communication restait inégale selon les espaces fréquentés et les communautés avec lesquelles il interagissait : « Les quelques fois où je suis allé à la campagne, je

25. Échanges par email en août 2020, les noms ont été changés et choisis par les personnes interrogées.

me suis retrouvé dans une situation difficile pour interagir avec les gens du coin. Je pense que cela m'a empêché d'apprendre la culture ou les idées de la communauté locale. De même, il était tout aussi difficile d'interagir avec les Chypriotes turcs, voire plus, car moins de personnes savaient parler anglais. J'avais le sentiment de passer à côté de bonnes interactions sociales que j'aurais eues en connaissant la langue. J'ai vu l'impact que le simple fait de saluer les gens dans leur langue maternelle avait sur leur comportement envers vous. Ils ont tendance à être plus amicaux et ils apprécient que vous fassiez l'effort. » La problématique linguistique pouvait s'accroître lors de certains déplacements, ce qui les rendait plus complexes : « Le plus difficile était de ne pas connaître la prononciation des mots, ce qui a vraiment perturbé les déplacements car je ne pouvais pas demander mon chemin aux gens. Je le prononçais toujours d'une manière que les gens du pays ne comprenaient pas. » La signalétique pouvait être un frein notoire pour Dino : « Les panneaux en grec ou en turc n'aidaient pas non plus. Je crois que j'ai évité de faire des choses simplement parce que je me sentais moins en confiance dans un environnement où je ne pouvais ni m'exprimer ni communiquer. » Il donne également un exemple de situation sociale entravée par la barrière de la langue : il souhaitait intégrer une équipe sportive, mais s'est retenu à cause de sa méconnaissance de la langue grecque. Dino fait cependant un bilan assez positif de son expérience à Chypre : « Dans l'ensemble, je dirais que je n'ai pas eu beaucoup de difficultés à vivre à Chypre en raison des barrières linguistiques. Cependant, je pense que j'ai raté des conversations intéressantes et des expériences culturelles parce que je ne connaissais pas la langue. »

Pour lui, son évolution et ses mouvements sur l'île ont été peu bridés par le non-usage de la langue de la communauté majoritaire. Il avoue cependant s'être auto-censuré pour des activités sociales par sa méconnaissance du grec, ou du turc lors de ses rencontres avec les habitants du Nord, où il se retrouvait en difficulté accrue lorsque ses interlocuteurs ne parlaient pas anglais. Il reconnaît ainsi des adaptations nécessaires dans son quotidien, des freins à certains déplacements sur le territoire, mais aussi des barrières d'interaction avec les locaux. Même si Chypre n'a pas la primauté sur cette problématique, car elle se matérialise sur d'autres terrains

également, elle reste une réalité tangible pour les populations allochtones qui arrivent à accommoder leur quotidien grâce à leur connaissance de l'anglais. Mais si leurs interlocuteurs ne peuvent communiquer avec eux dans cette langue, la vie sociale est complexifiée, les déplacements limités voir évités. On pourrait donc évoquer cette barriérisation sociale qui se profile pour les communautés minoritaires pouvant se trouver limitées dans l'espace physique et social de façon significative. On peut voir ainsi se dessiner les rapports de pouvoir sur les territoires, où les communautés majoritaires, dans les deux entités, peuvent ostraciser (de façon involontaire la plupart du temps) les populations allogènes non-détentrices des repères linguistiques « officiels » des territoires. Le constat de Femi, nigérian habitant à Nicosie Nord, fait écho à celui de Dino.

Tinashe Mushakavanhu fait le récit de la diaspora africaine²⁶ à Chypre Nord (Mushakavanhu, 2019). La difficulté linguistique est mentionnée ainsi que les contraintes de déplacement. Sans obtention de visa, la population africaine n'a pas le droit de traverser la Ligne Verte vers le Sud (et certains résidents hors EU doivent également montrer leur passeport et permis de séjour et/ou visa afin de traverser du Sud vers le Nord et vice-versa). La liberté de circulation sur le territoire est donc fortement réduite pour ces minorités. Les difficultés liées aux transports publics sont également commentées, car ceux-ci circulent sur des zones et horaires réduits. La nécessité d'apprentissage du turc afin de trouver un emploi est signalée (Mushakavanhu, 2019). Dans le Nord de Chypre, l'usage de technologies pour palier la barrière de la langue est largement développé par les étudiants nigériens (comme Google translation ou d'autres assistants de traduction) pour favoriser l'interaction avec la communauté majoritaire de l'île (Elega, Özad, 2017). Le témoignage de Femi²⁷, étudiant nigérian arrivé à Chypre Nord en 2019, fait état de problématiques similaires qui contraignent sa communication ou encore ses activités quotidiennes et ses déplacements sur l'île.

Selon lui, « La langue est une barrière. Les Chypriotes turcs parlent peu l'anglais (effet secondaire d'avoir été coupés du monde pendant près de 50 ans, je pense). Je parle l'anglais et très peu

26. En particulier la diaspora zimbabwéenne et nigériane.

27. Témoignage récolté en août 2020 après prise de contact sur les réseaux sociaux, par téléphone et messages écrits.

le turc ». L'étudiant fait part des difficultés pour accomplir les tâches essentielles sur le plan sanitaire et social par exemple : « Il est difficile de faire les courses dans les magasins, de prendre les transports publics et même d'accéder au système de soins. » Le seul espace où la communication est facilitée reste l'université selon Femi. L'étudiant adapte son quotidien pour se déplacer et communiquer à Chypre Nord en utilisant les assistants de langues : « Voici comment j'achète des choses au magasin : je tape ce que je veux en anglais dans Google translate pour le traduire en turc. Ils lisent et tapent ensuite la réponse en turc dans Google translate et je la change en anglais et ainsi de suite jusqu'à ce que nous puissions parvenir à une sorte d'accord. » Même si Femi compose avec les difficultés linguistiques, cet outil reste une aide à la communication, mais ne permet que peu d'échanges « directs » entre les populations. L'utilisateur reste dépendant de cette technologie pour pouvoir « parler avec » les communautés autochtones (besoin de batterie et connexion suffisante par exemple). Sans cet intermédiaire, les interactions de Femi semblent extrêmement limitées et limitantes. L'étudiant utilise ces mêmes mots : « Les interactions avec les Chypriotes turcs sont fortement limitées, non pas parce que je ne le veux pas, mais en raison des difficultés de communication. » Il partage des tranches de vie pour illustrer ses difficultés au quotidien et comment il arrive à s'adapter à ces situations inconfortables : « Cela concerne également le paiement de mes factures : internet, électricité, eau, etc. Cela peut être difficile. Une fois, un accompagnateur a dû me conduire de bureau en bureau jusqu'à ce que nous trouvions quelqu'un qui parle anglais pour m'expliquer comment payer mes factures. » Tout comme Dino avec le grec dans le Sud, Femi explique étudier le turc afin de s'intégrer et d'être apprécié des autochtones : « J'ai partagé cette anecdote pour dire qu'indépendamment des barrières linguistiques, les Chypriotes sont des gens gentils et ils essaient. Enfin, j'essaie d'apprendre le turc (parce que je vois combien les Chypriotes turcs sont heureux quand je parle leur langue) afin de surmonter les barrières de communication pour m'aider dans ma vie quotidienne. » La problématique du « dedans » et du « dehors » géographique semble se dessiner dans les témoignages des allochtones, autant du côté Nord que du côté Sud de la Ligne Verte. Dino et Femi

illustrent comment se cristallisent les relations de pouvoir à travers la langue sur le territoire chypriote. Les populations allochènes doivent composer au quotidien afin de pouvoir communiquer et accéder aux espaces de vie essentiels (commerces, système de santé, transports etc.). Cette dernière analyse permet de sortir de la dichotomie de la langue à Chypre comme facteur séparateur ou unifiant, en l'examinant comme une composante d'adaptation inéluctable pour les populations allochtones. Au-delà de l'étude de la langue comme question géopolitique sous le prisme du problème chypriote, les réalités et difficultés du quotidien liées à la langue à Chypre se matérialisent également fortement pour les communautés allochènes.

CONCLUSION

Cet article pose un regard géopolitique sur un élément du patrimoine culturel immatériel : la langue. Il a été étudié ici sur le terrain chypriote et sous le prisme de l'hybridation. La langue est parfois un outil exclusif, qui tend à « effacer » l'autre, comme à Chypre Nord où les autorités ont voulu changer la toponymie des terres septentrionales afin de retirer le caractère hellénique de ces territoires. À ce jour, une partie de la société civile, favorable à la réunification de l'île, utilise les dialectes chypriotes comme un pont culturel entre les communautés majoritaires des deux entités de l'île. La langue est donc à la fois outil d'inclusion et d'exclusion politique, sociale et spatiale. Elle peut aussi être source de composition pour les populations minoritaires de l'île comme cela a été montré avec les témoignages de Dino et Femi qui ouvrent les perspectives en déplaçant la focale du côté des populations allochtones. La langue est ainsi une composante qui oblige à une grande adaptation, sous peine d'être exclu (ou de s'exclure soi-même par censure ou par crainte) socialement et spatialement par rapport aux communautés majoritaires. Les minorités allochènes composent, s'adaptent, se mettent en retrait pour permettre leur « intégration » dans la société chypriote au sens large du terme. La connaissance ou la méconnaissance de la langue de la communauté majoritaire de l'entité dans laquelle ils vivent restent une modalité de leur qualité de vie, de leur place dans la société, comme c'est le cas dans d'autres territoires. Grâce aux témoignages des personnes inter-

rogées ici, nous avons pu mettre des mots sur leur vécu, leur approche, les difficultés et défis auxquels ils font face au quotidien. Leur parole est rarement mise en avant dans la littérature scientifique et il serait souhaitable que l'enquête soit répliquée sur un plus grand nombre de participants.

Cette étude pose ainsi une première pierre de réflexion qui unit patrimoine culturel immatériel, géopolitique et linguistique. Elle mériterait d'être reproduite sur un groupe test plus important pour vérifier ces premières indications. La question de la langue dans cette société post-conflit multiculturelle revêt de nombreux enjeux géopolitiques, notamment à l'heure où le *statu quo* sur le problème chypriote est remis en question.

Bibliographie

- ADAMIDES C., 2020. Cyprus: A Textbook Case of an Intractable Conflict, in Adamides C. (dir.), *Securitization and Desecuritization Processes in Protracted Conflicts: The Case of Cyprus*, Springer International Publishing, p. 25-55.
- AKÇALI E., 2007. The other Cypriots and their Cyprus questions, *The Cyprus Review*, 19(2), p. 57-82.
- BAKSHI A., 2012. A shell of memory: The Cyprus conflict and Nicosia's walled city, *Memory Studies*, 5(4), p. 479-496.
- BARTHE-DELOIZY F., BONTE M., FOURNIER Z. et TADIÉ J., 2018. Géographie des fantômes, *Géographie et cultures*, 106, p. 5-15.
- BERTRAND G., 2019. À Chypre, le mur tombe-t-il? *Humains*, ACAT, *Des murs entre les hommes*, p. 22-23.
- BRYANT R., 2012. Partitions of Memory: Wounds and Witnessing in Cyprus, *Comparative Studies in Society and History*, 54(02), p. 332-360.
- DI MÉO G., 2007. *Processus de patrimonialisation et construction des territoires*. Colloque « Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser », sept. 2007 [https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00281934].
- DUMITRU S., 2014. Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique? Essai de typologie. *Raisons politiques*, 54(2), p. 9-22.
- ELEGA A.A. et ÖZAD B.E., 2017. Technologies and Second Language: Nigerian Students' Adaptive Strategies to Cope With Language Barrier in Northern Cyprus, *Journal of International Students*, Volume 7, Issue 3, p. 486-498.
- FEILDEL B., OLMEDEO É., TROIN F., DEPEAU S., POISSON M., AUDAS N., JAULIN A., et DUPLAN K., 2016. Parcours augmentés, une expérience sensible entre arts et sciences sociales. *Carnets de géographes*, 9. DOI : 10.4000/cdg.721.
- FOURRIER S., 2008. Légendes de fondation et hellénisation de Chypre. Parcours historiographique. *Cahiers du Centre d'Études Chypriotes*, 38, p. 103-118.
- GIBLIN B., 2002. Langues et territoires: une question géopolitique, *Hérodote*, 2, n° 105, p. 3-14.
- GUNEY A., 2019. The role of 'the language of the other' in the segregated education system of Cyprus as a vehicle for developing intercultural dialogue for reconciliation and peace through education, Graduate School of Education, University of Exeter, 485 p.
- HERACLIDES A., 2011. The Cyprus Gordian Knot: An Intractable Ethnic Conflict, *Nationalism and Ethnic Politics*, 17(2), p. 117-139.
- JOLICOEUR P. et CAMPANA A., 2009. Introduction : « Conflits gelés » de l'ex-URSS : débats théoriques et politiques, *Études internationales*, 40(4), p. 501-521.
- KAZARIAN N., 2012. La Question chypriote aux prises avec les enjeux migratoires de la Turquie, *Anatoli*, 3, p. 101-118.
- LACOSTE Y. (dir.), 2008. Géographie, guerres et conflits, *Hérodote*, n° 130.
- LAPIERRE A., 2018. Chypre : les espoirs du rapprochement communautaire, Presses de l'Inalco, 324 p.
- LÉVY B., 2006. Géographie et littérature. Une synthèse historique, *Le Globe*, 146, p. 25-52.
- LIVET P., 2018. Patrimoine culturel immatériel et processus sociaux, *Nouvelle revue d'esthétique*, 21(1), p. 61-72.
- MUSHAKAVANHU T., 2019. Nicosia's African Diaspora, in Adil A., Ali, A. M., Kemal, B., & Petrides, M. (dir.), *Nicosia Beyond Barriers: Voices from a Divided City*, Saqi Books, 256 p.
- PAPADAKIS Y., 2008. Narrative, Memory and History Education in Divided Cyprus: A Comparison of Schoolbooks on the "History of Cyprus", *History & Memory*, 20(2), p. 128-148.
- PETITHOMME M., 2014. Les Chypriotes, des Lusignan à l'Empire ottoman (1184-1878) : l'émergence des relations intercommunautaires gréco-turques. *Cahiers balkaniques*, 42. DOI : 10.4000/ceb.4986.
- PETITHOMME M., 2020. Militarisation de l'espace et représentations sociales du conflit à Chypre du Nord. *Cahiers balkaniques*, 46. DOI : 10.4000/ceb.15349.
- POLYNIKI A., 2019. The Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage in Cyprus. in P. L. Petrillo (Éd.), *The Legal Protection of the Intangible Cultural Heritage: A Comparative Perspective*, Springer International Publishing, p. 137-164.
- PSALTIS C., 2016. Collective memory, social representations of intercommunal relations, and conflict transformation in divided Cyprus, *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, 22(1), p. 19-27.
- ROSIÈRE S., 2001. Géographie politique, géopolitique et géostratégie: distinctions opératoires, *L'Information Géographique*, 65(1), p. 33-42.
- TSIPLAKOU S. et KAPPLER M., 2006. Cyprus: Language Situation, *Encyclopedia of language and linguistics*, p. 337-339, DOI : 10.1016/B0-08-044854-2/01790-9.
- VASSILIOU P., 2005. De l'Antiquité à nos jours, *Outre-Terre*, 10(1), p. 413-438.